

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 9 février,

François Brottes, chargé de l'énergie au sein de l'équipe de campagne de François Hollande

Sarkozy à Fessenheim : un déplacement déplacé

Nicolas Sarkozy s'est offert aujourd'hui à Fessenheim une cure de jouvence artificielle, en total décalage avec la situation énergétique extrêmement préoccupante de la France, et au mépris des préoccupations des Français.

Comment peut-il se présenter en défenseur des emplois quand sa politique a détruit 450 000 emplois industriels et quand la hausse des prix de l'énergie a précipité les délocalisations et les fermetures d'usines en France depuis 2007 ?

Comment peut-il imaginer qu'il suffit de visiter une centrale et de reconnaître le rôle que la loi a conféré à l'Autorité de Sureté Nucléaire pour faire oublier son absence de véritable politique énergétique ?

Nicolas Sarkozy n'a eu de cesse de fragiliser la filière nucléaire française, avec notamment la vente à la découpe d'AREVA. Et, hier encore, il était prêt à vendre des centrales à Kadhafi et à promouvoir un nucléaire *low cost*.

Comment peut-il laisser entendre que le nucléaire préserve les Français du grand froid, quand les demandes de coupures d'électricité inondent la France, que les plus fragiles souffrent du froid, et que les tarifs sociaux ne répondent toujours pas à l'urgence sociale ?

Le record historique de consommation d'électricité illustre cruellement son bilan. Alors que le nucléaire n'a jamais permis de répondre aux pics de consommation, rien n'a été fait pour mettre un terme au « tout chauffage électrique » et aux passoires énergétiques. Pour répondre aujourd'hui aux besoins de chauffage, nous dépendons plus que jamais de l'électricité d'origine fossile, importée très cher depuis l'Allemagne, qui enchérit le coût de l'électricité, contribue à plomber le budget des ménages et aggrave le bilan carbone de nos consommations.

Nicolas Sarkozy a sans doute trop à se faire pardonner pour s'encombrer de scrupules, et joue comme à son habitude sur les peurs pour imposer, sans débat, le choix de « continuer comme avant » en misant tout sur le nucléaire.

Loin de cette posture électoraliste, François Hollande fait, lui, le choix de la responsabilité, celui d'une politique énergétique raisonnée et de long terme, qui seule permettra le redressement industriel de la France.

La trajectoire de transition énergétique qu'il propose, à horizon 2025, permettra à la France de se donner les moyens de ne plus dépendre du « tout nucléaire ». Ce chemin, ambitieux, impose de mettre en place une politique d'économie massive de l'énergie, d'efficacité énergétique, de développement puissant de filières d'énergies

renouvelables, de recherche et d'innovation conséquente, et de maintien d'une filière nucléaire performante.

Les emplois de la filière nucléaire seront consolidés avec l'achèvement de l'EPR de Flamanville, l'entretien du parc existant au niveau maximal de sûreté, la poursuite de la fourniture des services et équipements à l'étranger et le positionnement de la France comme leader sur le marché européen et mondial du démantèlement des centrales. Hors Fessenheim, aucune centrale nucléaire ne sera fermée sur le quinquennat.

Aucun Français ne restera sur le bord du chemin de la transition énergétique, grâce à la tarification progressive de l'électricité et du gaz qui permettra à tous d'avoir accès à des tarifs moins chers pour les besoins vitaux, à un dispositif renforcé pour les plus précaires, et à l'isolation massive des logements les plus énergivores.

Le choix de la responsabilité tranche avec la volonté de Nicolas Sarkozy d'occulter son bilan comme le nécessaire débat sur l'avenir du nucléaire dans notre pays, déjà exclu du Grenelle. C'est tout le sens du débat national sur la transition énergétique que François Hollande veut mener avec les Français.